Conseil européen
Conseil de l'Union européenne

● Conseil de l'UE | Communiqué de presse | 28/02/2019 | 17:20

# Déclaration de la haute représentante au nom de l'UE sur la situation au Soudan

L'UE suit avec attention la situation au Soudan. Les mesures adoptées dans le cadre de l'état d'urgence décrété il y a peu et le rôle accru de l'armée dans la gouvernance du pays restreignent encore davantage les libertés fondamentales et compromettent l'offre qui a été faite récemment d'instaurer un nouveau dialogue politique. Cette situation crée un climat laxiste permettant aux services de sécurité d'agir en toute impunité contre des manifestants pacifiques. Les récentes attaques ayant visé des étudiants non armés de l'Université des sciences médicales et de la technologie ainsi que des manifestants pacifiques à Omdurman sont extrêmement préoccupantes.

Un véritable dialogue politique nécessite un environnement dans lequel le peuple soudanais puisse exercer son droit légitime d'exprimer ses opinions. C'est là une condition essentielle pour parvenir au consensus national indispensable pour trouver des réponses durables à la profonde crise politique et économique que traverse le Soudan.

L'UE attend du gouvernement soudanais qu'il libère tous les journalistes, les membres de l'opposition, les défenseurs des droits de l'homme et d'autres manifestants placés en détention. Certains des acteurs avec lesquels le dialogue doit s'instaurer sont détenus arbitrairement depuis maintenant plus de deux mois. Il convient qu'une enquête indépendante soit menée au sujet des décès et des abus constatés et que les responsables aient à en rendre compte.

Le respect de ces principes fondamentaux est au cœur de la coopération progressive de l'UE avec le gouvernement du Soudan. Nous continuerons à suivre la situation et à examiner les incidences qu'ont les actions du gouvernement soudanais sur ses relations avec l'Union européenne.

La Macédoine du Nord*, le Monténégro*, la Serbie* et l'Albanie*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et l'Islande et le Liechtenstein, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie et l'Arménie se rallient à la présente déclaration.

*La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.

## Contacts avec la presse

**Maja Kocijančič**
Porte-parole du SEAE
+32 2 298 65 70
+32 498 98 44 25

**Pages thématiques:**

Partager